

LIBERTE D'EXPRESSION

LA CGT EXIGE LE RETRAIT DES MENACES CONTRE NOTRE COLLEQUE ET CAMARADE DU SPIP DE TARBES

Communiqué de presse

Montreuil, le 2 juin 2016

Le 13 avril dernier, l'article « Cochez la case djihadiste » paru dans l'Humanité déclenchait des réactions totalement délirantes de la part de l'administration pénitentiaire. La CGT y dénonçait un détournement des missions des personnels d'insertion et de probation à des fins de renseignement, sous couvert de lutte contre le terrorisme et la radicalisation.

Ne pouvant exercer directement sa censure sur la presse ou sur la CGT, l'administration pénitentiaire s'attaque à une militante de la CGT insertion probation du SPIP de Tarbes et fait peser sur elle la menace d'une sanction disciplinaire. (cf tract du 17 mai et article paru sur l'Humanite.fr le 31 mai). Ces méthodes sont inacceptables!

La CGT insertion probation et l'UGFF-CGT avaient alors saisi officiellement le Ministre de la Justice dès le 20 mai pour exiger l'abandon de toute procédure disciplinaire. Un mois et demi plus tard, aucune réponse n'a été apportée. Pas davantage à l'interpellation directe sur cette situation des camarades du SPIP de Poitiers vendredi dernier. Comble du calendrier, les libertés syndicales étaient ce jour là au cœur de l'actualité avec un appel de la CGT en soutien aux salariés d'Air France. Comble du calendrier, lors du rassemblement organisé ce jour là à Bobigny, la CGT insertion probation témoignait à la lumière des menaces qui pèsent sur notre collègue et militante du SPIP de Tarbes concernant les atteintes à la liberté d'expression syndicale !

En face de ce silence du Ministère, l'administration pénitentiaire quant à elle, convie comme si de rien n'était la CGT insertion probation à des réunions bilatérales sur le « devoir de neutralité », la gestion des détenus radicalisés hors unités dédiées, sur le renseignement pénitentiaire ou encore à la projection d'un documentaire réalisé par l'ENAP sur la radicalisation. **Nous ne pouvons y voir qu'une provocation !**

La CGT insertion probation s'est largement exprimée publiquement sur l'ensemble de ces sujets et continuera de dénoncer haut et fort le délire autour de la radicalisation et ne répondra pas présente à ces « invitations » pour le moins maladroites de l'administration pénitentiaire.

Qui plus est alors que les personnels des SPIP sont fortement mobilisés depuis près de quatre mois, qu'ils sont descendus massivement dans la rue crier leur colère, qu'ils durcissent le rapport de force et s'inscrivent dans une semaine SPIP mort la semaine prochaine afin de peser sur les discussions qui s'amorcent.

Qui plus est dans un contexte de mobilisation de grande ampleur contre la Loi Travail, nous dénonçons la prolongation de l'état d'urgence et les dérives de plus en plus sécuritaires et attentatoires aux libertés fondamentales, la répression contre les militants syndicaux et les attaques contre la CGT qui sont toujours plus intolérables.

LA CGT INSERTION PROBATION MOBILISEE SUR TOUS LES FRONTS exige l'abandon immédiat de toute procédure disciplinaire à l'encontre de notre collègue et militante de la CGT du SPIP de Tarbes et appelons à la solidarité de toutes et tous envers notre collègue et camarade.